

QUE FAUT-IL ATTENDRE DU SOMMET ACTION CLIMAT DE L'ONU ?

POURQUOI EST-CE IMPORTANT ?

Chaque minute compte pour agir contre la crise climatique. L'inertie des dirigeants politiques doit prendre fin.

Le 23 septembre, le Secrétaire général des Nations unies António Guterres a convié les pays du monde entier à New York pour un "Sommet Action Climat". Ce sommet intervient alors que le dérèglement climatique fait peser des menaces profondes sur la vie de communautés entières, sur leurs droits fondamentaux et sur la biodiversité. Les canicules de l'été, l'ouragan Dorian aux Bahamas ou le cyclone Kenneth au Mozambique, les feux de forêts dans l'Amazonie en sont les dernières illustrations.

Pourtant, les chef.fe.s d'État et de gouvernement regardent encore ailleurs. Les objectifs climatiques de la très grande majorité des pays, et en premier lieu les plus émetteurs, sont largement insuffisants pour limiter le réchauffement climatique à 1.5°C. En France, les mesures nationales pour enrayer la crise climatique le sont tout autant. **Le Secrétaire général de l'ONU, rejoignant ainsi les cris d'alarmes des scientifiques et des mobilisations citoyennes mondiales, a appelé les pays à sortir de leur zone de confort. C'est pourquoi ce sommet doit marquer la fin de l'inaction des gouvernements,** avant la COP25 et en vue de l'échéance politique de 2020, date à laquelle ils devront avoir rehaussé leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ce tournant doit aussi se refléter en France, qui décroche de ses objectifs climatiques depuis deux ans, et dans l'Union européenne, qui doit se remettre urgemment sur une trajectoire compatible avec l'Accord de Paris.

Les ONG membres du Réseau Action Climat et ses partenaires présentent donc leurs attentes sur 4 chantiers précis, sur lesquels la France devra rendre des comptes lors du sommet.



ACCROÎTRE L'AMBITION CLIMATIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE LA FRANCE

QUEL EST L'ENJEU ?

Au Sommet Action Climat, les pays doivent annoncer de quelle manière ils comptent accroître leur ambition climatique d'ici à la fin de l'année 2020. Pour le moment, seuls des pays dont la responsabilité historique est faible, comme les Fidji et les Îles Marshall, se sont engagés dans cette voie. Ce sont donc aux pays les plus émetteurs de gaz à effet de serre, comme ceux de l'Union européenne, la Chine ou l'Inde de prendre leurs responsabilités. L'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050 peut guider les politiques climatiques, mais **c'est l'action dans les 10 prochaines années qui sera déterminante pour limiter le réchauffement global à 1,5°C. C'est pourquoi ces pays doivent adopter des objectifs bien plus ambitieux pour 2030.**

Le débat sur la relève des objectifs climatiques est enfin lancé en Europe : de nombreux pays européens ont annoncé vouloir relever leurs objectifs climatiques, comme le Danemark qui prévoit désormais de réduire de 70 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Dans ce contexte, la Présidente élue de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, tout comme le Parlement européen, ont proposé une augmentation de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 de 40 % à 55 % par rapport à 1990. Angela Merkel s'est dite ouverte à cette avancée. Mais la France ne soutient pas encore cette dynamique.

Enfin, les engagements ne sont crédibles que s'ils sont appliqués. En France, le budget carbone pour 2018 a été dépassé de 4,5 %, pour la 2ème année consécutive. Depuis 2015, la baisse des émissions n'a été en moyenne que de 1 % par an. D'après le Haut Conseil pour le Climat, ce rythme doit tripler d'ici à 2025 pour respecter l'objectif de neutralité carbone.

NOS ATTENTES POUR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

- Lors du Sommet, la France doit annoncer son soutien à la relève de l'ambition européenne sur le climat pour 2030, avec un objectif d'au moins 57 % de réduction absolue d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 (65 % en incluant les émissions absorbées naturellement par les forêts et les sols).
- Elle doit s'assurer que le Budget européen en cours de négociations instaure une solidarité européenne sur le climat exigeante et ambitieuse, afin d'accompagner et de soutenir les régions et les populations les plus dépendantes aux énergies fossiles dans la transition énergétique.

NOS ATTENTES POUR LES POLITIQUES CLIMATIQUES FRANÇAISES

- Comme à l'échelle européenne, la France doit s'engager à réhausser son ambition nationale pour 2030, avec un chiffre d'au moins -57 % d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Elle devra alors mettre en cohérence ses futurs budgets carbone dans le cadre de la révision de la Stratégie nationale bas carbone.
- Elle doit faire du respect des budgets carbone une priorité du Gouvernement tout en accompagnant les ménages et personnes impactés pour une transition juste, et renforcer son action dans les secteurs les plus en retard : les transports et le bâtiment.



METTRE UN TERME À L'ÈRE DES ÉNERGIES FOSSILES

QUEL EST L'ENJEU ?

En 2016, l'ONU estimait que les énergies fossiles étaient subventionnées à hauteur d'au moins 373 milliards de dollars. C'est 2,5 fois plus que les subventions accordées aux énergies renouvelables, et autant d'argent public qui contribue à accentuer le dérèglement climatique. En France, ces subventions ont représenté au moins 11 milliards d'euros en 2018. Sans compter les soutiens publics aux entreprises françaises à l'étranger (garanties export) qui financent le chaos climatique, par exemple en aidant Technip à exploiter le gaz fossile au large du Mozambique au détriment des populations locales.

La crise climatique ne pourra pas être enrayerée tant que nos finances publiques continueront à alimenter les industries fossiles, la production et la consommation du charbon, du pétrole et du gaz. Au Sommet Action Climat de l'ONU, les pays doivent prouver qu'ils ne se soumettent plus à ce lobby, en cessant de soutenir financièrement le charbon, notamment à l'international, et en mettant un terme aux subventions à toutes les énergies fossiles.

NOS ATTENTES POUR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

- La France doit soutenir la création d'une coalition de pays s'engageant à élaborer un calendrier précis de sortie des subventions publiques aux énergies fossiles d'ici à 2025, en prévoyant des mesures sociales pour limiter les impacts négatifs sur les ménages les plus fragiles. Ces calendriers rendraient contraignants les engagements déjà pris, mais non honorés, de sortie de ces subventions, notamment dans l'Union européenne.
- La France doit soutenir publiquement la proposition de réforme de la politique énergétique de la Banque européenne d'investissement, visant à mettre un terme à ses financements aux énergies fossiles. Son adoption serait un pas en avant qui faciliterait l'augmentation des objectifs climatiques de l'Union européenne et qui sortirait l'Union de sa dépendance au gaz fossile.

NOS ATTENTES POUR LES POLITIQUES CLIMATIQUES FRANÇAISES

- Dans le cadre du Projet de Loi de Finances pour 2020, la France doit accélérer la suppression de l'ensemble des niches fiscales et soutiens publics aux énergies fossiles pour y mettre un terme d'ici à 2022.
- La France peut montrer la voie au niveau mondial en réduisant les avantages fiscaux du secteur aérien, dont les émissions internationales sont exclues de l'Accord de Paris. Elle doit augmenter le montant de l'éco-taxe sur les billets d'avion, en fixant cette taxe entre 20 euros et 50 euros pour un vol national ou européen, en fonction de sa classe (et entre 40 et 100 euros pour un vol international) dans le Projet de Loi de Finances.



AUGMENTER LES FINANCEMENTS CLIMATIQUES POUR LES PAYS VULNÉRABLES

QUEL EST L'ENJEU ?

Les financements fournis aux pays en développement jouent un rôle clé, d'une part pour les aider à faire face aux impacts du dérèglement climatique, et d'autre part pour appliquer leurs plans d'actions nationaux pour le climat. Ces financements permettent même d'atteindre, lorsqu'ils sont suffisants, des objectifs plus ambitieux de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Lors du Sommet Action Climat, les pays les plus riches doivent démontrer leur solidarité, en annonçant de nouvelles promesses pour le Fonds vert pour le climat. 5,5 milliards de dollars ont déjà été promis par l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et le Canada. Mais pour faire face aux besoins croissants, tous les autres pays contributeurs doivent au moins doubler leur promesse financière, par rapport à leur effort initial.

NOS ATTENTES POUR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

- Pour préparer la conférence de reconstitution qui aura lieu à Paris en octobre, la France doit convaincre une large coalition de pays d'au moins doubler leurs promesses financières pour le Fonds vert, par rapport à leur contribution précédente.

NOS ATTENTES POUR LES POLITIQUES CLIMATIQUES FRANÇAISES

- La France doit préciser sa promesse pour le Fonds vert : la contribution annoncée au sommet du G7 (un doublement à hauteur de 1,54 milliards d'euros) doit être fournie uniquement sous forme de dons, et sur une période de 4 ans, afin de ne pas aggraver la dette des pays les plus pauvres.
- La France doit augmenter ses financements pour l'adaptation afin d'atteindre un équilibre avec ses financements pour l'atténuation. Elle doit aussi faire en sorte que la grande majorité de ses financements climatiques (85 %) aient aussi pour objectif de réduire les inégalités femmes-hommes.



PROTÉGER LES FORÊTS EN LIMITANT LA DÉFORESTATION IMPORTÉE

QUEL EST L'ENJEU ?

Les forêts jouent un rôle essentiel dans la lutte contre le réchauffement climatique en tant que puits de carbone. Pourtant, les récents feux de forêts en Amazonie ont mis en évidence les impacts majeurs auxquels elles doivent faire face. Lors du sommet du G7, la France a annoncé la création d'une alliance internationale pour lutter contre ces feux et favoriser la reforestation. Cependant, cette initiative tardive n'est qu'une goutte d'eau. La France et les autres pays doivent plutôt s'attaquer à la source du problème : la déforestation importée, qui entraîne aussi d'importantes violations des droits humains dans les pays du Sud. Les pays de l'Union européenne sont responsables de la déforestation au Brésil via leurs importations massives de soja, principalement pour alimenter leurs filières agricoles d'élevage industriel, ou en Asie du Sud-Est via leurs importations d'huile de palme pour produire des agrocarburants.

Le Sommet Action Climat est donc l'occasion d'adopter de réelles mesures pour lutter contre la déforestation, qui contribue à 12 à 15 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et d'agir sans attendre pour limiter la déforestation importée.

NOS ATTENTES POUR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

- La France doit appeler au développement d'une législation européenne contraignante sur la déforestation importée, en particulier en ce qui concerne le soja, afin de s'assurer qu'aucune matière première ou qu'aucun bien importé sur le territoire européen n'ait contribué à la déforestation de façon directe ou indirecte dans le pays exportateur.

NOS ATTENTES POUR LES POLITIQUES CLIMATIQUES FRANÇAISES

- Dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2020, la France doit acter la fin des subventions aux agrocarburants de 1ère génération, en commençant par les plus néfastes, dont l'huile de palme et le soja.
- La France doit renforcer sa Stratégie Nationale de Déforestation Importée en prévoyant des mesures contraignantes sur les entreprises, afin de s'assurer que leurs chaînes d'approvisionnement ne contribuent pas à la déforestation.

CONTACTS PRESSE

Simon Coquillaud
Responsable Communication
Réseau Action Climat France
01 80 89 99 55

simon.coquillaud@reseauactionclimat.org

Laury-Anne Bellessa
Responsable Communication
CARE France
07 86 00 42 75
bellessa@carefrance.org

Cécile Génot
Chargée de communication
Greenpeace France
06 30 23 52 78
cecile.genot@greenpeace.org

Noélie Coudurier
Responsable de campagne
climat et sécurité alimentaire
Oxfam France
06 17 34 85 68
ncoudurier@oxfamfrance.org

Clémence Dubois,
Responsable France
350.org
0642713175
clemence@350.org

Christelle Bresin
Chargée de communication
Secours Catholique Caritas France
+33 6 71 00 69 73

christelle.bresin@secours-catholique.org

Véronique Moreira
Présidente
WECF France
06 72 00 03 15
veronique.moreira@wecf.eu

Eleonora Trementozzi
Attachée de presse
WWF France
06 35 34 73 52
etrementozzi@wwf.fr

Anaïs DARENES
Responsable Projets et Plaidoyer
REFEDD
06 78 52 86 64
projets@refedd.org

Le Réseau Action Climat fédère les associations impliquées dans la lutte contre les changements climatiques

